Compte rendu de la séance du 13 mai 2024

Secrétaire(s) de la séance:

Damien JANICOT

Ordre du jour:

- Attribution subvention aux associations
- Convention avec le CDG 34 pour la protection sociale complémentaire
- Instauration d'une zone de stationnement payant
- Mise en place d'un système de vidéo-protection
- Questions diverse

Délibérations du conseil:

SUBVENTION AUX ASSOCIATIONS (DE 2024 23)

Dans le cadre de l'élaboration du Budget Primitif 2024,

Suite aux demandes formulées par les associations,

Après en avoir délibéré à l'unanimité, le Conseil Municipal, décide :

- **ACCEPTE** d'attribuer les subventions 2024 aux associations comme suit :

Les Restos du Coeur	200 €
Les Ficelles	400 €
Association des Parents d'Élèves	200 €
Los Boulaïres Del Platèu	300 €
Foyer Rural Saint-Maurice	800 €
Amicale Pompier du Caylar	200 €
Larzac Village Europe	100 €
Amis église de Madières	200 €
Association intercommunale football St-Etienne	200 €
Le Pont de Madières	200 €
Médecins sans frontières	100€

- **AUTORISE** Monsieur le Maire à faire procéder à leur paiement.

Protection sociale complémentaire Convention de participation pour la couverture du risque prévoyance des agents (DE 2024 24)

Vu l'article 40 de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code général de la fonction publique, et notamment les articles L.452-11, L. 221-1 à L. 227-4 et L. 827-1 à L. 827-12 ;

Vu le décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents ;

Vu la circulaire N°RDFB 1220789 C du 25 mai 2012 relative à la participation des collectivités territoriales et des établissements publics à la protection sociale complémentaire de leurs agents ;

Vu l'ordonnance 2021-174 du 17 février 2021 relative à la négociation et aux accords collectifs dans la fonction publique ;

Vu l'ordonnance 2021-175 du 17 février 2021 relative à la protection sociale complémentaire dans la fonction publique ;

Vu le décret 2022-581 du 20 avril 2022 relatif aux garanties de protection sociale complémentaire et à la participation obligatoire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à leur financement ;

Vu l'accord collectif national du 11 juillet 2023 portant réforme de la Protection Sociale Complémentaire dans la Fonction Publique Territoriale ;

Vu l'avis du Comité Social Territorial du 15 avril 2024

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, décide :

- Donner mandat au Centre de gestion de la fonction publique territoriale de l'Hérault, pour l'organisation, la conduite et l'animation du dialogue social au niveau départemental en vertu des dispositions de l'accord collectif national du 11 juillet 2023 portant réforme de la Protection Sociale Complémentaire dans la Fonction Publique Territoriale ;

- Donner mandat au Centre de gestion de la fonction publique territoriale de l'Hérault, pour la réalisation d'une mise en concurrence visant à la sélection d'un ou plusieurs organismes d'assurance et la conclusion d'une convention de participation pour la couverture du risque Prévoyance.

Instauration d'une zone de stationnement payant (DE 2024 25)

Monsieur le Maire expose au Conseil municipal les modalités de mise en place d'une zone de stationnement payant au hameau de Navacelles.

CONTEXTE GENERAL :

La décentralisation du stationnement payant sur voirie prévue par l'article 63 de la loi du 27 janvier 2014 de « Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles » (dite loi MAPTAM) a donné depuis le 1er janvier 2018, aux collectivités locales de nouvelles compétences pour mettre en œuvre un véritable service public de la mobilité et du stationnement. Ces compétences incluent la définition de la stratégie en matière de tarification et une meilleure incitation au paiement dans le but d'obtenir une meilleure « rotation » des véhicules en stationnement favorable, entre autres, à l'activité économique du centre-ville et au commerce de proximité. Ainsi, la décentralisation du stationnement payant modifie la nature du caractère payant du stationnement : l'utilisateur ne règle plus un droit de stationnement mais une redevance d'occupation du domaine public. La nouvelle nature domaniale de la redevance implique que l'utilisateur s'en acquitte :

- soit au réel si le paiement est effectué dès le début du stationnement pour toute sa durée,
- soit selon un tarif forfaitaire, sous la forme d'un Forfait de Post Stationnement (FPS).

La loi prévoit que le FPS, comme les grilles tarifaires de la redevance de stationnement, soient fixés par l'assemblée délibérante de la collectivité.

MODALITES DE GESTION EN VIGUEUR :

- L'ensemble des missions afférentes à la gestion du stationnement payant sur voirie s'effectue en régie.

- Les infractions constatées sont matérialisées par la remise d'un avis de contravention et une carte de paiement au contrevenant. Le montant de l'amende peut être acquitté immédiatement entre les mains de l'agent verbalisateur, soit s'il est porteur d'un carnet de quittances à souches permettant la délivrance d'une quittance extraite dudit carnet, soit s'il est muni d'un dispositif permettant d'adresser au contrevenant une quittance dématérialisée, sauf en cas de paiement en espèces, cette quittance n'est adressée au contrevenant que s'il en fait la demande (article R.49-2 du CPP).

Si le montant de l'amende forfaitaire n'est pas acquitté immédiatement, le paiement est effectué soit par l'apposition sur la carte de paiement, dûment remplie, d'un timbre amende, soit par l'envoi d'un chèque libellé à l'ordre du Trésor public, soit par l'utilisation de moyens de paiement à distance.

-La mise en place du stationnement payant se fera du 1er avril au 31 octobre.

PÉRIMÈTRE DE LA ZONE DE STATIONNEMENT PAYANT :

Il est instauré une zone de stationnement payant au hameau de Navacelles, de part et d'autre de la Route des Causses, au droit des parcelles AL 171 et AL 45.

LES OBJECTIFS :

- Attirer les visiteurs, notamment les clients des commerces, en leur assurant la possibilité de stationner facilement au coeur du hameau de Navacelles ;
- Éviter les voitures ventouses sur site ;
- Maintenir un dispositif de gratuité pour le stationnement des administrés ;
- Encourager la descente au hameau par les mobilités douces (Navettes, randonnée...).

MONTANT DU FPS :

Afin d'être suffisamment dissuasif pour limiter le non-respect du stationnement payant et incitatif par la rotation des véhicules, il est proposé d'instaurer le FPS à 24 euros

Calcul du montant du FPS dû :

- En cas d'absence de paiement, le montant du FPS dû est de 24 euros.
- En cas d'insuffisance de paiement immédiat, le montant du FPS de 24 euros est réduit du montant de la redevance de stationnement déjà réglée au cours de la période maximale de stationnement autorisée lors du passage de l'agent assermenté.

Établissement d'un nouvel avis de paiement de FPS :

Plusieurs avis de paiement de FPS peuvent être établis sur plusieurs jours pour un automobiliste contrevenant en cas de persistance de l'absence ou de l'insuffisance de paiement. L'heure à partir de laquelle un nouvel avis de paiement de FPS peut être établi est déterminée d'après des modalités différentes selon que le premier FPS est émis en raison d'une absence ou d'une insuffisance de paiement. Dans tous les cas, cette heure ne peut excéder celle de fin de la période hebdomadaire de stationnement payant, soit 168 heures.

BARÈMES TARIFAIRES ET MODALITÉS DE PAIEMENTS:

Le paiement de la redevance de stationnement s'effectue sur l'horodateur en place en bout de parking sur le quai navette.

Le tarif à régler par l'utilisateur est de 4 € les 24 Heures :

Durée de stationnement	24 H	48 H	72 H	96 H	120 H	144 H	168 H
Montant à régler en Euros (€)	4 €	8 €	12 €	16 €	20 €	24 €	28 €

VU la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles et notamment son article 63 ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le Code de la Route ;

CONSIDÉRANT que la sécurité et la commodité de la circulation sur le hameau de Navacelles doivent être améliorées par l'institution de droits de stationnement lesquels permettront d'obtenir une meilleure rotation des véhicules en stationnement ;

CONSIDÉRANT la nécessité de favoriser l'utilisation des moyens de transport alternatifs à l'usage individuel des voitures ;

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré à la majorité, décide:

- **D'INSTAURER** une zone de stationnement payant au hameau de Navacelles, de part et d'autre de la Route des Causses, au droit des parcelles AL 171 et AL 45.
- **METTRE** en place un horodateur pour le paiement de la redevance de stationnement ainsi que la signalétique afférente.
- **DE DÉFINIR** la durée de stationnement maximale à 168 heures.
- **MISE EN PLACE DU 01 AVRIL AU 31 OCTOBRE DE CHAQUE ANNÉE**
- **FIXER** les barèmes tarifaires de la redevance acquittée dès le début du stationnement comme suit :

Durée de stationnement	24 H	48 H	72 H	96 H	120 H	144 H	168H
Montant à régler en Euros (€)	4 €	8 €	12 €	16 €	20 €	24 €	28€

- **PRÉCISE** que les modalités pratiques de perception des redevances de stationnement prévues par la présente délibération seront définies par arrêté du Maire
- **D'INSTAURER** la gratuité pour l'ensemble des administrés de la commune, les professionnels de santé et services extérieurs dont les modalités sont définies par arrêté du Maire
- **PRÉCISE** que l'ensemble des missions afférentes à la gestion du stationnement payant sont effectuées en régie
- **AUTORISER** Monsieur le Maire à engager toute démarche et à signer tout document en vue de la mise en œuvre du présent dispositif
- **PRÉCISE** que les différentes dispositions de la présente délibération sont applicables dès déploiement et mise en service de l'horodateur Hectronic.

Mise en place d'un système de vidéo-protection (DE 2024 26)

Dans le cadre de la loi du 5 mars 2007 relative à la prévention de la délinquance et suite à l'augmentation des dégradations et infractions sur le domaine public et privé, la commune a décidé d'installer un système de vidéoprotection sur le hameau de Navacelles au niveau du quai navette afin.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code des Marchés Publics,

CONSIDERANT que l'article 10 de la Loi n°95-73 du 21 janvier 1995 autorise la mise en œuvre d'une vidéo-protection sur la voie publique par une autorité publique ;

CONSIDERANT la forte fréquentation touristique sur le hameau de Navacelles,

CONSIDERANT l'instauration d'une zone de stationnement payant sur le hameau de Navacelles,

CONSIDERANT l'emplacement stratégique de la caméra au niveau du quai navette à Navacelles, permettant la surveillance de la voirie publique,

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré à la majorité, décide :

- **D'APPROUVER** l'installation d'un système de vidéo-protection au niveau du quai navette à Navacelles pour la surveillance de la voirie publique.
- **DE LANCER** une consultation auprès d'entreprises pour la mise en place du système de vidéo-protection.
- **D'INSCRIRE** la dépense au budget.
- **D'AUTORISER** Monsieur le Maire à effectuer et signer toutes les démarches inhérentes à la bonne mise en place de la présente délibération.